

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Christine Vézeau, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-07-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lachute (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lachute inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le 2020-07-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
				Redressé note 22
Revenus				
Taxes	1	17 538 500	17 806 681	16 395 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 115 400	1 164 034	1 111 293
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 252 800	2 822 605	3 368 966
Services rendus	5	1 870 800	1 303 840	1 150 538
Imposition de droits	6	603 400	1 099 349	1 363 469
Amendes et pénalités	7	338 500	378 151	402 306
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	184 600	268 439	234 456
Autres revenus	10	3 587 800	1 414 502	778 062
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(155 293)	23 107
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	28 491 800	26 102 308	24 827 378
Charges				
Administration générale	14	3 505 800	3 538 465	3 380 918
Sécurité publique	15	3 454 200	3 801 190	3 410 600
Transport	16	5 632 500	6 088 849	5 628 193
Hygiène du milieu	17	6 446 100	5 459 299	5 131 313
Santé et bien-être	18	84 200	155 424	114 203
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 110 700	1 313 527	1 322 217
Loisirs et culture	20	3 478 400	3 413 768	3 235 719
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 213 400	872 204	831 476
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	24 925 300	24 642 726	23 054 639
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 566 500	1 459 582	1 772 739
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 736 456	60 963 717
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		62 736 456	60 963 717
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		64 196 038	62 736 456

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
			Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 923 409	5 270 442
Débiteurs (note 5)	2	11 557 893	11 930 331
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	233 173	200 948
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 650 736	3 198 429
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	17 486 028	20 720 967
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		4 002 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 109 931	4 864 700
Revenus reportés (note 12)	12	570 946	448 777
Dette à long terme (note 13)	13	35 568 562	33 473 750
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	41 249 439	42 789 227
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(23 763 411)	(22 068 260)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	86 927 529	83 840 427
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	548 933	555 843
Stocks de fournitures	19	374 632	341 560
Autres actifs non financiers (note 17)	20	108 355	66 886
	21	87 959 449	84 804 716
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	64 196 038	62 736 456

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 566 500	1 459 582	1 772 739
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	23 283 300) (	7 771 037) (	7 895 791)
Produit de cession	3			251 877
Amortissement	4	3 965 700	4 657 023	4 575 261
(Gain) perte sur cession	5		26 913	(185 276)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(19 317 600)	(3 087 101)	(3 253 929)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		6 910	(142 516)
Variation des stocks de fournitures	9		(33 072)	(25 109)
Variation des autres actifs non financiers	10		(41 470)	(15 058)
	11		(67 632)	(182 683)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(15 751 100)	(1 695 151)	(1 663 873)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(22 068 260)	(20 404 387)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(22 068 260)	(20 404 387)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(23 763 411)	(22 068 260)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 459 582	1 772 739
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 657 023	4 575 261
Autres			
- (Gain) perte cession immob.	3	26 912	(185 276)
- Provision pour moins-value	4	19 354	24 301
	5	6 162 871	6 187 025
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	372 438	(1 344 039)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	245 231	851 024
Revenus reportés	9	122 169	138 618
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	6 910	(142 516)
Stocks de fournitures	12	(33 072)	(25 109)
Autres actifs non financiers	13	(41 470)	(15 058)
	14	6 835 077	5 649 945
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 771 037)	(7 895 791)
Produit de cession	16		251 877
	17	(7 771 037)	(7 643 914)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	(71 453)
Remboursement ou cession	19	496 119	490 500
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	496 119	419 047
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	8 800 000	3 543 401
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 689 091)	(4 522 697)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 002 000)	3 213 500
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(16 101)	(43 733)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 907 192)	2 190 471
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(2 347 033)	615 549
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 270 442	4 654 893
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	5 270 442	4 654 893
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 923 409	5 270 442

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les partenariats de la Ville comprennent les organismes suivants:

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL): Consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 91% pour les postes de revenus et dépenses et 92% pour les postes d'actifs, passifs et excédents.

Régie du Lac Beattie: Consolidation ligne par ligne selon une quote-part de 50%.

La Régie du Lac Beattie a été dissoute le 20 février 2019.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Deux-Montagnes est de 49.05 %.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, la dépréciation des actifs financiers, les passifs éventuels et le passif au titre des sites contaminés.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Débiteurs**Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme**

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements de porte-feuille

Les placements de porte-feuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
Bâtiments : 40 ans
Véhicules : 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Terrains : non amortis

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

E) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

- renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 923 409	5 270 442
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 923 409	5 270 442
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 263 295	1 087 959
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 290 420	930 668
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 624 558	8 438 472
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	705 535	1 464 589
Organismes municipaux	15	129 335	18 632
Autres			
- Amendes et frais à recevoir	16	293 548	308 094
- Mutations, assurance et autres	17	514 497	769 876
	18	11 557 893	11 930 331
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 654 640	6 455 734
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 654 640	6 455 734
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	954 452	933 628
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	120 817	120 817
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	120 817	120 817
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	233 173	200 948
Autres placements	31		
	32	233 173	200 948
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	389 885	351 630
Autres régimes (REER et autres)	41	(17 622)	(52 406)
Régimes de retraite des élus municipaux	42	36 764	32 266
	43	409 027	331 490
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
10. Emprunts temporaires			
La Ville et ses organismes contrôlés disposent de facilités de crédit d'un montant autorisé de 31 216 321\$ portant intérêts au taux de 3,95%, renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2019, le montant utilisé était de 0\$.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	2 628 572	2 377 650
Salaires et avantages sociaux	48	414 962	336 774
Dépôts et retenues de garantie	49	558 741	722 096
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	450 000	450 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	116 924	55 142
- Gouvernement du Québec	54	6 698	9 031
- Intérêts courus à payer	55	160 170	165 961
- Vacances courues	56	466 775	424 926
- Autres	57	307 089	323 120
	58	5 109 931	4 864 700

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	287 149	246 526
Fonds de développement des territoires	61	40 917	34 229
Fonds parcs et terrains de jeux	62	25 321	26 323
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66	61 041	92 743
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	32 000	11 819
- Autres	69	124 518	37 137
-	70		
-	71		
	72	570 946	448 777

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019					2018				
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance							
	de	à	de	à						
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,00	2020	2024	73	35 855 528		33 744 616		
Obligations et billets en monnaies étrangères					74					
Gains (pertes) de change reportés					75					
					76					
Autres dettes à long terme										
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77					
Organismes municipaux					78					
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79					
Autres					80					
					81	35 855 528		33 744 616		
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(286 966)	(270 866)			
					83	35 568 562		33 473 750		

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	3 851 736	100	109	117	3 851 736
2021	85	93	3 239 936	101	110	118	3 239 936
2022	86	94	3 014 712	102	111	119	3 014 712
2023	87	95	2 929 012	103	112	120	2 929 012
2024	88	96	2 492 812	104	113	121	2 492 812
2025 et +	89	97	20 327 320	105	114	122	20 327 320
	90	98	35 855 528	106	115	123	35 855 528
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	35 855 528	108	116	125	35 855 528

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(23 763 411)	127	(22 068 260)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	128	()
Autres	128	()	129	()
	129	(23 763 411)	130	(22 068 260)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	37 779 614	158	718 626	185		212	38 498 240
Eaux usées	131	43 547 845	159	1 504 496	186		213	45 052 341
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	37 014 237	160	1 782 010	187		214	38 796 247
Autres	133	11 639 439	161	210 856	188	136 525	215	11 713 770
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	9 507 064	163	341 975	190		217	9 849 039
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	4 488 253	165	166 860	192		219	4 655 113
Ameublement et équipement de bureau	138	1 476 906	166	91 757	193	406 255	220	1 162 408
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 723 366	167	218 211	194	153 286	221	3 788 291
Terrains	140	3 354 183	168	11 467	195	(1)	222	3 365 651
Autres	141	6 768	169		196		223	6 768
	142	<u>152 537 675</u>	170	<u>5 046 258</u>	197	<u>696 065</u>	224	<u>156 887 868</u>
Immobilisations en cours	143	<u>2 686 662</u>	171	<u>2 724 779</u>	198		225	<u>5 411 441</u>
	144	<u>155 224 337</u>	172	<u>7 771 037</u>	199	<u>696 065</u>	226	<u>162 299 309</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	17 863 203	173	962 407	200		227	18 825 610
Eaux usées	146	18 748 193	174	1 126 353	201		228	19 874 546
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	18 495 333	175	1 421 833	202		229	19 917 166
Autres	148	6 193 132	176	420 802	203	117 601	230	6 496 333
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	4 254 587	178	237 661	205		232	4 492 248
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 237 664	180	229 188	207		234	2 466 852
Ameublement et équipement de bureau	153	1 245 429	181	85 062	208	399 090	235	931 401
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 339 601	182	173 717	209	152 462	236	2 360 856
Autres	155	<u>6 768</u>	183		210		237	<u>6 768</u>
	156	<u>71 383 910</u>	184	<u>4 657 023</u>	211	<u>669 153</u>	238	<u>75 371 780</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>83 840 427</u>					239	<u>86 927 529</u>

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations

Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241 (		244 (		246 (		248 (	)
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	421 348	428 258
Autres	252	127 585	127 585
	253	548 933	555 843
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	548 933	555 843
Note			
Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, la Ville de Lachute a reclassé 6 910\$ dans les immobilisations corporelles (terrains).			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	108 355	66 886
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	108 355	66 886
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations. Le solde de ces engagements s'élève à 2 118 283\$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants:

2020 - 1 175 357 \$
2021 - 718 783 \$
2022 - 165 847 \$
2023 - 29 148 \$
2024 - 29 148 \$

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 26 602 \$ pour les années 2020 à 2024.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signés une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation.

19. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des contrats de location de terrains, d'espaces sur des tours de télécommunication pour des antennes, de locaux et autres ententes, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de sommes totalisant 249 338 \$. Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2020 - 72 534 \$
2021 - 56 240 \$
2022 - 56 543 \$
2023 - 31 853 \$
2024 - 32 168 \$

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

262

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

1- Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours d'un montant de 2 024 072 \$ et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges.

Une provision raisonnable a été inscrite aux livres.

2- La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations de travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes.

d) Autres

Enquête en cours

La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations du travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes. Le 25 juin 2020, une décision favorable aux plaignants a été rendue. Le montant de la réclamation est inconnu en date d'approbation des états financiers.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

Il est à noter que la Ville a adopté une résolution afin de porter en révision judiciaire ladite décision.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

La méthode de comptabilisation utilisée par la Ville de Lachute ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que les affectations d'origine externe, telles que les cessions de terrains des promoteurs pour fins de parcs et terrains de jeux, doivent être constatées à titre de revenu au moment de son utilisation immédiate aux fins prévues.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

État de la situation financière

Revenus reportés (290 100 \$)

Excédent accumulé 290 100 \$

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	16 395 181	17 488 500	17 806 681				17 806 681
2 Compensations tenant lieu de taxes	1 111 293	1 115 400	1 164 034				1 164 034
3 Quotes-parts						1 015 678	
4 Transferts	664 314	575 400	836 742			15 997	852 739
5 Services rendus	1 839 939	1 870 800	2 025 367			237	1 303 840
6 Imposition de droits	1 363 469	603 400	1 099 349				1 099 349
7 Amendes et pénalités	402 306	338 500	378 151				378 151
8 Revenus de placements de portefeuille							
9 Autres revenus d'intérêts	234 456	184 600	268 439				268 439
10 Autres revenus	351 875	97 000	406 869			(19 748)	387 121
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	22 362 833	22 273 600	23 985 632			1 012 164	23 260 354
Investissement							
13 Taxes		50 000					
14 Quotes-parts							
15 Transferts	2 667 080	2 677 400	1 969 866				1 969 866
16 Imposition de droits							
Autres revenus							
17 Contributions des promoteurs	387 188	2 784 900	1 011 964				1 011 964
18 Autres	20 000	705 900	15 417				15 417
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux	23 107		(155 293)				(155 293)
19	3 097 375	6 218 200	2 841 954				2 841 954
20	25 460 208	28 491 800	26 827 586			1 012 164	26 102 308
21							
Charges							
22 Administration générale	3 250 843	3 447 900	3 432 681		107 206	37 649	3 538 465
23 Sécurité publique	3 213 404	3 257 000	3 602 777		198 413		3 801 190
24 Transport	3 762 472	3 865 200	4 188 501		1 900 348		6 088 849
25 Hygiène du milieu	4 024 199	4 835 700	4 323 632		1 715 103	1 118 935	5 459 299
26 Santé et bien-être	114 203	84 200	155 424				155 424
27 Aménagement, urbanisme et développement	1 321 517	1 110 000	1 312 827		700		1 313 527
28 Loisirs et culture	2 891 850	3 146 200	3 080 268		333 500		3 413 768
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	772 130	1 213 400	838 238			33 966	872 204
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	4 173 338	3 965 700	4 255 270		4 255 270		
33	23 523 956	24 925 300	25 189 618			1 190 550	24 642 726
34	1 936 252	3 566 500	1 637 968			(178 386)	1 459 582
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 936 252	3 566 500	1 637 968	(178 386)	1 459 582
Moins: revenus d'investissement	2	(3 097 375)	(6 218 200)	(2 841 954)	()	(2 841 954)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 161 123)	(2 651 700)	(1 203 986)	(178 386)	(1 382 372)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 173 338	3 965 700	4 255 270	401 753	4 657 023
Produit de cession	5	251 877				
(Gain) perte sur cession	6	(185 276)		7 165	19 748	26 913
Réduction de valeur / Reclassement	7					
Propriétés destinées à la revente	8	4 239 939	3 965 700	4 262 435	421 501	4 683 936
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	490 500	392 400	392 400		392 400
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	24 301		19 349		19 349
	15	514 801	392 400	411 749		411 749
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	178 399		132 032		132 032
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 515 408)	(2 272 900)	(2 276 808)	(233 902)	(2 510 710)
	18	(2 337 009)	(2 272 900)	(2 144 776)	(233 902)	(2 378 678)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(204 960)	(103 400)	(62 639)	(10 592)	(73 231)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	159 513	1 014 200	124 222		124 222
Excédent de fonctionnement affecté	21	886 157	24 500	1 282 773		1 282 773
Réserves financières et fonds réservés	22	(264 156)	(368 800)	(365 624)		(365 624)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(32 416)		(388)	(911)	(1 299)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	544 138	566 500	978 344	(11 503)	966 841
	26	2 961 869	2 651 700	3 507 752	176 096	3 683 848
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 800 746		2 303 766	(2 290)	2 301 476

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement		1	3 097 375	2 841 954		2 841 954
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(312 487)	(240 479)	()	()	(240 479)
Sécurité publique	3	(31 732)	(25 827)	()	()	(25 827)
Transport	4	(3 380 756)	(2 646 203)	()	()	(2 646 203)
Hygiène du milieu	5	(3 670 053)	(2 387 473)	()	10 592)	(2 398 065)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(7 248)	(45 499)	()	()	(45 499)
Loisirs et culture	8	(482 923)	(2 414 964)	()	()	(2 414 964)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(7 885 199)	(7 760 445)	()	10 592)	(7 771 037)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(142 516)	((6 910))	()	()	((6 910))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	12	(71 453)	((103 719))	()	()	((103 719))
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 076 108	5 261 450			5 261 450
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	204 960	62 639		10 592	73 231
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	(46 200)	29 138			29 138
Réserves financières et fonds réservés	17	102 888	809 919			809 919
	18	261 648	901 696		10 592	912 288
	19	(5 761 412)	(1 486 670)			(1 486 670)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(2 664 037)	1 355 284			1 355 284

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2018		2019	
	Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	5 155 852	2 871 068	52 341	2 923 409
2 Débiteurs (note 5)	10 860 207	11 233 328	366 560	11 557 893
3 Prêts (note 6)	120 817	120 817		120 817
4 Placements de portefeuille (note 7)	200 948	233 173		233 173
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
5 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	3 198 429	2 650 736		2 650 736
6 Autres actifs financiers (note 9)				
7				
8	19 536 253	17 109 122	418 901	17 486 028
PASSIFS				
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)				
10 Emprunts temporaires (note 10)	4 002 000			
11 Crédeurs et charges à payer (note 11)	4 842 816	5 102 580	49 346	5 109 931
12 Revenus reportés (note 12)	446 958	570 946		570 946
13 Dette à long terme (note 13)	31 484 292	34 604 034	964 528	35 568 562
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
15	40 776 066	40 277 560	1 013 874	41 249 439
16	(21 239 813)	(23 168 438)	(594 973)	(23 763 411)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
17 Immobilisations (note 15)	75 073 128	78 571 138	8 356 391	86 927 529
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)	555 843	548 933		548 933
19 Stocks de fournitures	341 560	374 632		374 632
20 Autres actifs non financiers (note 17)	65 939	108 351		108 355
21	76 036 470	79 603 054	8 356 391	87 959 449
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2 414 353	3 087 145	4 427	3 091 576
23 Excédent de fonctionnement affecté	2 106 163	1 795 699		1 795 699
24 Réserves financières et fonds réservés	1 212 787	1 268 487		1 268 487
25 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(2 400 581)	(2 341 024)	(302)	(2 341 326)
26 Financement des investissements en cours	(2 958 021)	(1 892 834)	833	(1 892 001)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	54 421 956	54 517 143	7 756 460	62 273 603
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
29	54 796 657	56 434 616	7 761 418	64 196 038

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	7 174 200	7 154 651	7 161 272	6 583 986
Charges sociales	2	1 494 100	1 420 617	1 422 119	1 311 277
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	8 126 700	8 523 837	8 548 781	7 703 122
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 052 600	715 785	736 194	699 687
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	160 800	121 780	135 259	131 706
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11		673	751	83
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 702 300	2 625 684	1 610 006	1 637 925
Transferts	13				
Autres	14	20 200	67 644	67 644	66 707
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	185 700	231 871	231 871	235 676
Amortissement des immobilisations	17	3 965 700	4 255 270	4 657 023	4 575 261
Autres					
- Mauvaises créances	18	38 000	28 808	28 808	76 729
- Réclamations dommages	19	5 000	42 998	42 998	32 480
-	20				
	21	24 925 300	25 189 618	24 642 726	23 054 639

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7

Autres charges

8

9

Excédent (déficit) de l'exercice

10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

11

Placements de portefeuille

12

Débiteurs

13

Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14

Provision pour moins-value

15

() ()

16

17

Passifs

Créditeurs et charges à payer

18

Revenus reportés

19

Dette à long terme

20

21

Solde du Fonds local d'investissement

22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

23

Supportant les engagements de prêts

24

Supportant les garanties de prêts

25

26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière
 Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
 du sable et du gravier

1

2

3

Charges

Frais de gestion

Salaires

Créances douteuses

Autres frais de gestion

4

5

6

7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-

8

-

9

-

10

-

11

-

12

-

13

14

15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

17

Placements de portefeuille

18

Débiteurs

19

Provision pour créances douteuses

20

() ()

21

Autres

22

23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

24

Créditeurs et charges à payer

25

Revenus reportés

Provenant de la gestion foncière

26

Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier

27

Autres

28

Autres

29

30

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur
du territoire**

31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 091 576	2 421 070
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 795 699	2 106 163
Réserves financières et fonds réservés	3	1 268 487	1 212 787
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 341 326) (	2 401 794)
Financement des investissements en cours	5	(1 892 001)	(3 247 288)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	62 273 603	62 645 518
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	64 196 038	62 736 456
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 087 145	2 414 353
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	4 431	6 717
	11	3 091 576	2 421 070
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- À l'exercice suivant	12	731 500	1 164 200
- Développement parcs industriel	13	438 025	444 169
- Programme économie d'eau potab	14	158 101	153 545
- Engagements	15	96 055	79 666
- Service dette poste de police	16		
- Mandat d'évaluation	17	122 195	2 195
- Élections	18	60 000	30 000
- Études&avants-projets règ.emp.	19	165 854	194 993
- Plan directeur égouts	20	23 969	37 395
	21	1 795 699	2 106 163
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 795 699	2 106 163
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 216 805	1 142 154
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	51 682	70 633
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 268 487	1 212 787
	48	1 268 487	1 212 787

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation
avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres
avantages sociaux futurs

50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 () ()

Autres

52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres
avantages sociaux futurs

53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 () ()

Assainissement des sites contaminés

56 (450 000) (450 000)

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 () ()

Autres

58 () ()

-

59 () ()

-

60 (450 000) (450 000)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

62 (397) (1 695)

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 () ()

Utilisation du fonds de roulement

64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 () ()

Autres

66 () ()

-

67 () ()

-

68 (397) (1 695)

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 () ()

Autres

72 (1 890 929) (1 950 099)

-

73 () ()

-

74 (1 890 929) (1 950 099)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement
liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

79

-

80

81 (2 341 326) (2 401 794)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	424 174	162 434
Investissements à financer	83 (	2 316 175) (	3 409 722)
	84	(1 892 001)	(3 247 288)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	86 927 529	83 840 427
Propriétés destinées à la revente	86	548 933	555 843
Prêts	87	120 817	120 817
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	233 173	200 948
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	2 650 736	3 198 429
	90	90 481 188	87 916 464
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	90 481 188	87 916 464
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	35 568 562) (	33 473 750)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	286 966) (	270 866)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	5 654 640	6 455 735
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 885 061	1 891 701
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	28 315 827) (	25 397 180)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(108 242)) (	(126 234))
	100 (	28 207 585) (	25 270 946)
	101	62 273 603	62 645 518

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements			
		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****Autres**

-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6, 2017-643-7 et 2020-643-8.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8% sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	389 885	351 630
	113	<u>389 885</u>	<u>351 630</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 9 374 \$ (6 524 \$ en 2018) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2019 s'établit à 32 859 \$ (23 486 \$ en 2018).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de (26 996) \$ ((58 930) \$ en 2018) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2019 s'établit à 272 638 \$ (299 634 \$ en 2018)

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	(17 622)	(52 406)

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>9 569</u>	<u>8 203</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	32 247	27 646
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>4 517</u>	<u>4 620</u>
	120	<u>36 764</u>	<u>32 266</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	10 199 100	10 446 415	10 446 415	9 026 450
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 356 100	2 389 889	2 389 889	2 138 054
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4	50 000			
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	841 800	845 778	845 778	1 123 198
Activités de fonctionnement	6	1 339 000	1 355 162	1 355 162	1 394 319
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	14 786 000	15 037 244	15 037 244	13 682 021
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 482 700	1 478 365	1 478 365	1 434 881
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 035 300	1 037 229	1 037 229	1 026 754
Autres					
- Contrôle biologique moustiques	14	174 900	183 646	183 646	181 784
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	59 600	70 197	70 197	69 741
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	2 752 500	2 769 437	2 769 437	2 713 160
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 752 500	2 769 437	2 769 437	2 713 160
	27	17 538 500	17 806 681	17 806 681	16 395 181

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	99 000	99 601	99 601	105 190
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29	1 800	1 765	1 765	1 756
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	100 800	101 366	101 366	106 946
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	323 700	326 768	326 768	325 902
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	596 400	625 188	625 188	599 161
	36	920 100	951 956	951 956	925 063
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	1 020 900	1 053 322	1 053 322	1 032 009
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	27 600	23 101	23 101	24 644
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	3 200	7 018	7 018	6 832
Taxes d'affaires	44				
	45	30 800	30 119	30 119	31 476
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47	63 200	79 972	79 972	48 788
	48	63 200	79 972	79 972	48 788
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50	500	621	621	(980)
	51	500	621	621	(980)
	52	1 115 400	1 164 034	1 164 034	1 111 293

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	12 518	12 518	
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	68 600	31 936	52 563
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	81 000	220 419	30 375
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	39 400	41 533	44 970
Réseau de distribution de l'eau potable	69	24 400	29 297	28 629
Traitement des eaux usées	70	1 000	452	11 877
Réseaux d'égout	71	32 800	37 643	62 596
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	70 000	79 769	72 316
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	6 500	141 552	185 151
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	35 700	29 819	35 054
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	64 000	54 500	54 800
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	423 400	679 438	578 331

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			(76)
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			14 176
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	597 000	327 586	327 586
Enlèvement de la neige	98			681 969
Autres	99	25 000	25 029	25 029
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	45 900	24 446	24 446
Réseau de distribution de l'eau potable	108	472 400	153 901	153 901
Traitement des eaux usées	109			469 905
Réseaux d'égout	110	747 100	358 199	358 199
Matières résiduelles				1 326 034
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	280 000	571 302	571 302
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	510 000	509 403	509 403
Autres	128			63 873
Réseau d'électricité	129			
	130	2 677 400	1 969 866	1 969 866
				2 667 080

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	112 000	114 739	114 739	108 305
Fonds de développement des territoires	136	40 000	41 733	41 733	15 250
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Autres	138		832	832	
	139	152 000	157 304	157 304	123 555
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 252 800	2 806 608	2 822 605	3 368 966

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Grefte et application de la loi	141	123 800	183 253	183 253	172 357
Évaluation	142				
Autres	143	18 000	22 858	18 515	(690)
	144	141 800	206 111	201 768	171 667
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie	146	40 000	52 717	52 717	18 922
Sécurité civile	147				
Autres	148				
	149	40 000	52 717	52 717	18 922
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	150	5 000	11 847	11 847	3 027
Enlèvement de la neige	151				
Autres	152				
Transport collectif	153				
Autres	154				
	155	5 000	11 847	11 847	3 027
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	89 600	61 868	61 868	77 201
Réseau de distribution de l'eau potable	157		86	86	
Traitement des eaux usées	158	544 600	567 059	114 260	106 696
Réseaux d'égout	159	296 700	290 532	26 147	25 582
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	160				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	161				
Tri et conditionnement	162				
Autres	163				
Autres	164				
Cours d'eau	165				
Protection de l'environnement	166				
Autres	167				
	168	930 900	919 545	202 361	209 479
Santé et bien-être					
Logement social	169				
Autres	170				
	171				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	172				
Rénovation urbaine	173				
Promotion et développement économique	174				
Autres	175				
	176				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	177	230 400	221 587	221 587	199 204
Activités culturelles					
Bibliothèques	178	15 900	17 699	17 699	16 071
Autres	179	10 300	6 656	6 656	13 277
	180	256 600	245 942	245 942	228 552
Réseau d'électricité	181				
	182	1 374 300	1 436 162	714 635	631 647

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2019	2019	2019	2018
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffé et application de la loi	183				
Évaluation	184				
Autre	185	60 900	72 107	72 107	57 650
	186	60 900	72 107	72 107	57 650
Sécurité publique					
Police	187				
Sécurité incendie	188				
Sécurité civile	189				
Autres	190	15 900	51 993	51 993	44 499
	191	15 900	51 993	51 993	44 499
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	192				
Enlèvement de la neige	193				
Autres	194	16 900	37 634	37 634	26 872
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	195				
Transport adapté	196				
Transport scolaire	197				
Autres	198				
Autres	199				
	200	16 900	37 634	37 634	26 872
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201				
Réseau de distribution de l'eau potable	202				
Traitement des eaux usées	203				
Réseaux d'égout	204				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	205				
Matières recyclables	206				
Autres	207				
Cours d'eau	208				
Protection de l'environnement	209				
Autres	210	50 500	61 025	61 025	141 540
	211	50 500	61 025	61 025	141 540
Santé et bien-être					
Logement social	212				
Sécurité du revenu	213				
Autres	214				
	215				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	216				
Rénovation urbaine	217				
Promotion et développement économique	218				
Autres	219	40 000	25 048	25 048	32 876
	220	40 000	25 048	25 048	32 876
Loisirs et culture					
Activités récréatives	221	281 100	312 886	312 886	184 901
Activités culturelles					
Bibliothèques	222	23 400	21 159	21 159	22 109
Autres	223	7 800	7 353	7 353	8 444
	224	312 300	341 398	341 398	215 454
Réseau d'électricité	225				
	226	496 500	589 205	589 205	518 891
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 870 800	2 025 367	1 303 840	1 150 538

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	103 400	128 548	128 548	139 470
Droits de mutation immobilière	229	500 000	970 801	970 801	1 223 999
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231				
	232	603 400	1 099 349	1 099 349	1 363 469
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	338 500	378 151	378 151	402 306
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	184 600	268 439	268 439	234 456
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(7 165)	(26 913)	185 276
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239	2 784 900	1 011 964	1 011 964	393 524
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241	30 100	176 168	176 168	39 369
Autres contributions	242	35 900	38 931	38 931	35 540
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	31 000	214 352	214 352	124 353
	245	2 881 900	1 434 250	1 414 502	778 062
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	555 400	574 074		574 074	493 147	
Grefe et application de la loi	2	758 600	671 271		671 271	696 137	
Gestion financière et administrative	3	1 034 500	1 048 976	101 610	1 150 586	1 163 249	
Évaluation	4	188 100	160 623		160 623	365 820	
Gestion du personnel	5	674 300	672 685		672 685	404 885	
Autres	6						
- Administration municipale	7	237 000	305 052	5 596	310 648	257 680	
-	8	3 447 900	3 432 681	107 206	3 539 887	3 380 918	
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 743 200	1 833 380		1 833 380	1 780 894	
Sécurité incendie	10	1 305 000	1 296 377	198 413	1 494 790	1 430 975	
Sécurité civile	11	8 900	282 553		282 553	3 414	
Autres	12	199 900	190 467		190 467	195 317	
	13	3 257 000	3 602 777	198 413	3 801 190	3 410 600	
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 559 400	1 722 252	1 669 280	3 391 532	3 388 903	
Enlèvement de la neige	15	1 738 900	1 923 110	45 511	1 968 621	1 513 406	
Éclairage des rues	16	180 700	175 945	75 949	251 894	249 214	
Circulation et stationnement	17	131 700	124 882	19 485	144 367	142 899	
Transport collectif							
Transport en commun	18	77 400	81 525		81 525	79 105	
Transport aérien	19	177 100	160 787	54 252	215 039	218 795	
Transport par eau	20						
Autres	21			35 871	35 871	35 871	
	22	3 865 200	4 188 501	1 900 348	6 088 849	5 628 193	

S28-2

22-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalisations 2019	Réalisations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	60 500	65 869	17 286	83 155	83 155
Patinoires intérieures et extérieures	54	398 800	400 618	42 247	442 865	442 865
Piscines, plages et ports de plaisance	55	458 500	398 476	41 191	439 667	439 667
Parcs et terrains de jeux	56	1 132 000	1 197 421	202 556	1 399 977	1 399 977
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	4 800	4 737		4 737	4 737
Autres	59	40 500	17 210	3 565	20 775	20 775
	60	2 095 100	2 084 331	306 845	2 391 176	2 391 176
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	107 200	87 288		87 288	87 288
Bibliothèques	62	924 200	886 782	26 655	913 437	913 437
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	19 700	11 302		11 302	11 302
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		10 565		10 565	10 565
	66	1 051 100	995 937	26 655	1 022 592	1 022 592
	67	3 146 200	3 080 268	333 500	3 413 768	3 413 768
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 094 600	742 021		742 021	771 046
Autres frais	70	118 800	95 544		95 544	100 407
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		673		673	751
	73	1 213 400	838 238		838 238	872 204
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						83
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75		3 965 700	4 255 270 (	4 255 270)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	703 439	703 439	1 036 472
Usines de traitement de l'eau potable	2	165 718	165 718	44 652
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 518 342	1 518 342	2 611 423
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 872 131	1 872 131	2 976 026
Ponts, tunnels et viaducs	7	19 785	19 785	
Systèmes d'éclairage des rues	8	14 584	14 584	84 483
Aires de stationnement	9	91 310	91 310	
Parcs et terrains de jeux	10	173	173	
Autres infrastructures	11	458 038	458 038	97 880
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	148 721	148 721	231 978
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 272 278	2 272 278	379 546
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	344 169	344 169	288 203
Ameublement et équipement de bureau	18	98 774	98 774	78 456
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 826	36 418	65 347
Terrains	20	11 467	11 467	1 325
Autres	21	15 690	15 690	
	22	7 760 445	7 771 037	7 895 791

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23	503 196	503 196	995 956
Usines de traitement de l'eau potable	24	165 718	165 718	44 652
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	965 809	965 809	2 533 632
Autres infrastructures	27	2 456 021	2 456 021	3 114 631
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	200 243	200 243	40 516
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	552 533	552 533	77 791
Autres infrastructures	32			43 758
Autres immobilisations	33	2 916 925	2 927 517	1 044 855
	34	7 760 445	7 771 037	7 895 791

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 905 717	2 015 160	541 614	8 379 263
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	20 256 931	3 425 552	1 969 096	21 713 387
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	27 162 648	5 440 712	2 510 710	30 092 650
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 455 734	876 588	1 677 682	5 654 640
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 455 734	876 588	1 677 682	5 654 640
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	126 234		17 996	108 238
	14	6 581 968	876 588	1 695 678	5 762 878
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 581 968	876 588	1 695 678	5 762 878
	19	33 744 616	6 317 300	4 206 388	35 855 528
Dettes en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	33 744 616	6 317 300	4 206 388	35 855 528

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	34 891 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 310 609
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	51 682
--	---	--------

Débiteurs	9	5 290 050
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	31 859 877
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	599 938
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	32 459 815
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	540 351
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	33 000 166
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
--	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	33 000 166
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	152 100	152 021	152 021	349 861
Autres	3	197 900	198 257	163 767	155 288
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	63 000	62 914	62 914	60 062
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	192 400	124 677	124 677	106 240
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	402 700	417 203	(632)	(1 021)
Matières résiduelles	12	275 700	281 202	281 202	195 000
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	610 000	582 092	18 739	15 117
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	306 200	306 158	306 158	264 804
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	228 400	228 388	228 388	205 651
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	270 000	270 614	270 614	281 446
Activités culturelles	23	3 900	2 158	2 158	5 477
Réseau d'électricité	24				
	25	2 702 300	2 625 684	1 610 006	1 637 925

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1	1 114	23 617
Charges sociales	2	214	6 978
Biens et services	3	7 619 792	7 782 376
Frais de financement	4	139 325	72 228
Autres	5		
	6	7 760 445	7 885 199

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	25,00	37,50	43 292,00	2 032 970	2 434 764
Professionnels	2	5,00	5,00	50,00	16 252	17 714
Cols blancs	3	48,00	32,50	76 764,00	2 054 469	2 500 946
Cols bleus	4	45,00	40,00	81 503,00	2 107 900	2 558 290
Policiers	5					
Pompiers	6	38,00	10,00	24 498,00	719 870	794 508
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	161,00		226 107,00	6 931 461	8 306 222
Élus	9	7,00			224 304	270 374
	10	168,00			7 155 765	8 576 596

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	41 533	17 461	6 985	65 979
Réseau de distribution de l'eau potable	13	29 297	106 546	47 355	183 198
Traitement des eaux usées	14	451			451
Réseaux d'égout	15	35 669	227 568	132 605	395 842
Autres	16	644 200	1 375 723	70 115	2 161 138
	17	751 150	1 727 298	257 060	2 806 608

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 818	8 804
	4	12 818	8 804
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	37 820	37 903
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	37 820	37 903
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	310 548	266 116
Enlèvement de la neige	11	18 488	19 067
Autres	12	18 431	16 416
Transport collectif	13	35	96
Autres	14		
	15	347 502	301 695
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	106 811	113 344
Réseau de distribution de l'eau potable	17	78 240	74 710
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	112 147	88 436
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	297 198	276 490
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	44 075	45 235
Promotion et développement économique	33	11 018	11 335
Autres	34		
	35	55 093	56 570
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	70 099	72 643
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	17 708	18 025
Autres	38		
	39	87 807	90 668
Réseau d'électricité			
	40		
	41	838 238	772 130

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

**Rémunération
(excluant charges
sociales)**

**Allocation de
dépenses**

Note

-
1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1 _____	3 150 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 ☐	3 ☒	4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 ☒	6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7 _____	40 623 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 ☒	9 ☐
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 ☒	11 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12 _____	1 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 ☐	14 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15 _____	\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 ☐	17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18 _____	\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 ☐	20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21 _____	\$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

22 ☒23 ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

24 ☒25 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC D'Argenteuil

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:

a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

26 ☐27 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

28 _____ \$

b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

29 ☐30 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

31 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

32 ☒33 ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

34 _____ 77 999 \$

b) autres formes d'aide

35 _____ \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019

36

Facteur comparatif de 2019

37

Valeur uniformisée

38

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

44 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

48 _____ 401-11-2019

- b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-11-04

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	51	
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
<i>Mesures d'encadrement</i>			
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Lachute,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Lachute (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Gariépy Bussière CPA inc.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA
Saint-Jérôme, le 2020-07-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	17 806 681
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>77 999</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	77 999

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	12 851
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 180 829
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	70 197
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 620 803</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 278 851 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 299 110 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 288 981 000</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 3 4 3 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	11 207 200
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	2 461 000
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	825 400
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	6	1 349 400
-----------------------------	---	-----------

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	
--------	---	--

	9	15 843 000
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	1 569 700
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	1 030 700
----------------------	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Contrôle insectes piqueurs	14	183 400
------------------------------	----	---------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	71 000
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Pouvoir général de taxation	19	
-----------------------------	----	--

Activités de fonctionnement	20	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	21	
----------------------------	----	--

	22	2 854 800
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
--------------------------------------	----	--

Autres	24	
--------	----	--

	25	
--	----	--

	26	2 854 800
--	----	-----------

	27	18 697 800
--	----	------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	99 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 700
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	101 400

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	334 600
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	623 100
	9	957 700

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 059 100

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	23 300
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	7 000
Taxes d'affaires	17	
	18	30 300

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	66 500
	21	66 500

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	600
	24	600
	25	1 156 500

S57

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales

Taxes spéciales

5

058

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....)	28	29	
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....)	57	58	
Valeur locale imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locale	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....)	64	65	

06

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 1 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 1 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	65,0000	7	par piscine
Service de déchetterie	30,0000	7	par logement
Contrôle des insectes piqueurs	25,0000	7	par logement
Égouts	0,0500	1	
Assainissement des eaux usées	0,0840	1	
Dette générale	0,1880	1	
Dette générale aux propriétés annexées	0,0030	1	
Dette secteur semi-urbain	0,0390	1	
Dette secteur urbain	0,0770	1	
Eau au compteur (de 227m3 à 11 358 m3)	0,3830	7	par mètre cube
Eau au compteur (de 11 358m3 à 22 717m3)	0,4402	7	par mètre cube
Eau au compteur (excédent de 22 717 m3)	0,4952	7	par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	18 697 800
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>63 100</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	13 365
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 272 832
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	71 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u><u>15 340 603</u></u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 309 043 502

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1719 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	3 760 900	1 323 800		200 600	815 100	275 900
De secteur	2	286 600	93 100		32 900	158 400	59 900
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	513 000	166 500		2 800	187 700	33 900
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 560 500	1 583 400		236 300	1 161 200	369 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9 7 253 300	28 200	10 400	13 668 200
De secteur	10 1 535 200	7 800	900	2 174 800
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13 1 868 700	9 600	1 600	2 783 800
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16 10 657 200	45 600	12 900	18 626 800

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	229 386 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>26 164 600 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>2 475 812 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 152 600 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>731 500 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marie-Christine Vézeau , atteste que le rapport financier consolidé de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Lachute.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lachute consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Lachute détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-07-06 16:01:14

Date de transmission au Ministère :